

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

<https://infos-ouvrieres.fr>

Tiré à part IO n° 856 30 avril 2025



Jour par jour, suivez le fil d'Informations ouvrières Palestine, actualité de la lutte de classe.



« **H**ausse historique des dépenses militaires dans le monde », titre ce mardi 29 avril le journal patronal *Les Echos*. Selon un rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) publié ce lundi, les dépenses mondiales d'armement ont connu en 2024 leur plus forte augmentation depuis la fin de la « guerre froide », atteignant 2700 milliards de dollars. L'année dernière, plus de cent pays ont accru leur budget de guerre. Parmi eux, les pays européens ont été ceux qui ont eu la plus forte augmentation : + 17 %, contre 9,4 % en moyenne. Selon le quotidien, cette facture aura « un profond impact socio-économique et politique » car « les pays doivent faire des arbitrages dans leurs choix budgétaires ». Nous y sommes.

« EFFORT DE GUERRE » ET NOUVELLES COUPES BUDGÉTAIRES

C'est en vertu de cette « hausse historique » que, vendredi 25 avril, le gouvernement a notamment annoncé, en plus des 32 milliards de coupes dans les dépenses publiques issues du budget 2025, 3,1 milliards d'euros en moins dans les services publics : 500 millions en moins pour la recherche et l'enseignement supérieur, au moment où les résultats de *Parcoursup* prévus le 2 juin prochain vont priver encore cette année des dizaines de milliers – peut-être plus – de jeunes d'études supérieures ; 100 millions en moins pour l'enseignement scolaire, alors que 5 000 fermetures de classes ont déjà lieu cette année plongeant ainsi des dizaines de milliers d'enfants supplémentaires dans des conditions d'études déplorables ; 100 millions en moins pour la culture... Sans oublier 140 millions en moins pour l'agriculture.

Voilà ce que signifie, concrètement, l'« effort de guerre » exigé par Macron au compte du capital financier, soutenu par le Parti socialiste et tous ceux qui ont refusé de censurer le gouvernement.

Pour seule réaction, la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, manifestement déçue de ne plus pouvoir siéger au conclave de Bayrou, s'est dite « dubitative et inquiète »... déplorant que les annonces de la ministre des Comptes publics aient été faites « sans concertation ». Sans commentaire.

« HAUSSE SPECTACULAIRE » DU NOMBRE DE CHÔMEURS

Au même moment, *Les Echos* titre : « Fermetures d'usine : la cote d'alerte » (28 avril). Le quotidien publie les chiffres des défaillances d'entreprises en 2024 : leur nombre « tutoie celui de la crise de 2009 (68 000 sur douze

1^{er} Mai : pourquoi nous y serons

mois glissants, selon les derniers chiffres d'Altares) » (*idem*). Et pour celles qui, en difficultés, trouvent un repereur, celui-ci porte comme projet d'avenir... la guerre. Ainsi, la Fonderie de Bretagne fabriquera bientôt des corps d'obus et l'équipementier Amis dans l'Allier sera soutenu par Safran, « le plus gros employeur du département, qui veut se développer sur le marché de l'armement », cite le journal patronal.

Conséquences de ces fermetures d'usine, mais aussi de la « réforme du plein emploi », le taux de chômage a flambé : « hausse spectaculaire des inscrits à France Travail au premier trimestre », titre *La Tribune* (29 avril). L'agence pour l'emploi enregistre 273 000 inscrits supplémentaires entre le dernier trimestre 2024 et le premier trimestre 2025, soit un bond de 8,7 % ! Sur un an, l'augmentation est encore plus marquée (+ 12,8 %). Ce sont les jeunes qui subissent la hausse la plus spectaculaire : + 20,9 % sur un trimestre, + 25,8 % sur un an. Comme le rappelle le député de La France Insoumise (LFI), Manuel Bompard : « Entre 150 000 et 300 000 emplois sont menacés ou déjà supprimés cette année. ».

Face à cette politique de destruction, les travailleurs se battent et résistent : dans l'industrie, dans l'enseignement ou encore chez les cheminots où se prépare la grève des contrôleurs à l'appel d'un collectif national à l'occasion du week-end prolongé du 8 mai.

UNE IMMONDE POLITIQUE RACISTE

C'est dans cette situation que le pouvoir en place, plus rejeté que jamais (1), s'enfonce dans une décomposition politique inédite : un Premier ministre qui a couvert les viols et les violences commis dans l'établissement catholique de Bétharram et dont il devra s'expliquer le 14 mai prochain ; un ministre de l'Intérieur qui scande en meeting : « A bas le voile » ; une ministre de l'Éducation qui ne trouve rien à redire à l'absence de contrôle pour Bétharram – malgré les alertes – et qui fait appel d'une décision de justice rétablissant le lycée Averroès dans ses droits après quatorze

contrôles en quelques années ; une présidente de l'Assemblée nationale qui, dans un premier temps, refuse une minute de silence de l'Hémicycle pour rendre hommage à Aboubakar Cissé, assassiné dans l'enceinte d'une mosquée dans le Gard, et qui, devant le tollé suscité – y compris dans son propre camp, se voit contrainte de faire marche arrière...

Alors que le génocide s'intensifie à Gaza, alors que le siège affame et détruit tout un peuple, que décident Macron et Retailleau ? Ils prononcent la dissolution d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde. Cette mesure inadmissible met en application une revendication portée depuis des mois par Julien Odoul, député du Rassemblement national récemment condamné par la justice.

Macron, Bayrou, Retailleau et tous leurs soutiens ne manquent pas une occasion d'accuser Jean-Luc Mélenchon et LFI de « communautarisme », d'« instrumentalisation politique » ou encore d'« indignité ». Ces accusations ne prouvent qu'une chose : la peur que leur inspire un mouvement qui ne cesse d'opposer l'unité du peuple aux divisions racistes alimentées, promues, encouragées au plus haut niveau du pouvoir et du gouvernement.

SE RASSEMBLER CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON

En réaction à ce crime odieux, la petite commune de La Grand-Combe – où a eu lieu cette atrocité – a vu défilé dans une marche blanche 2 000 personnes alors qu'elle ne compte que 5 000 habitants. A Paris, des milliers se sont rassemblés avec LFI, pour rendre hommage à la victime et condamner l'islamophobie.

C'est dans ce contexte que se préparent les manifestations du 1^{er} Mai : dans les nombreux porte-à-porte et diffusions organisés par LFI, déterminée à faire du 1^{er} Mai une manifestation de rupture avec la politique de Macron, « pour la paix, contre la guerre sociale et pour l'unité du peuple », l'écho de la population laborieuse est important.

Pour notre part, nous y serons, avec LFI, pour dire :

– Non à la guerre, à l'« effort de guerre » et aux budgets de guerre ;

– Cessez-le-feu immédiat à Gaza et en Ukraine ;

– Pour se rassembler contre la politique anti-ouvrière, autoritaire et raciste du gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau-Valls !
Pour en finir avec la V^e République !

(1) Selon le baromètre Odoxa réalisé avec Mascaret pour Public Sénat, mardi 29 avril, la cote de popularité du chef de l'État perd 3 points par rapport à mars pour s'établir à 26 % d'opinions favorables et le Premier ministre reste à un niveau très bas, à 23 %.